

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org
Ancien site en transfert

www.vigilancesoudan.org
Nouveau site

Bulletin créé en 1992

Comité de Vigilance pour les Droits de l'Homme et les Libertés au Soudan - N° 164 - avril 2011

Un vent de liberté souffle des États arabes vers le Soudan ?

L'annonce faite par Béchir fin 2010 selon laquelle le Soudan serait un État uniquement islamique si le Sud se séparait, avait inquiété la population. L'espoir renaquit quand le Président du Congrès National, le parti au pouvoir, déclara que la chari'a islamique ne serait que la première fondation de la nouvelle constitution (cf. critiques DH).

Tourabi, qui approche des 80 ans, participa dans des conditions rocambolesques au coup d'État de Béchir, fut évincé du pouvoir en 1999, et arrêté le 17 janvier pour la sixième fois depuis son exclusion. Il avait averti le gouvernement qu'il devrait faire face à l'insurrection populaire vue dans des pays arabes s'il ne partageait pas le pouvoir. Tombé malade, hospitalisé, son parti déclare qu'il fut empoisonné et ne peut avoir confiance en l'hôpital de police. Les forces de sécurité mettent leur férocité au service du gouvernement. Des manifestations pacifiques organisées par la jeunesse de *Gereifna* et autres dans plusieurs villes, provoquent la torture et le viol à grande échelle, contre jeunes hommes et femmes, arrêtés sans charge. Tous furent sujets à des abus verbaux et physiques, à des interrogations constantes, à des privations de sommeil et à des méthodes de torture psychologiques. Dans le Coran le viol n'est-il pas interdit ?

Sud-Kordofan, Élections sabotées par Ali Haroun

Le taux fort bas des enregistrements pour les élections est inquiétant au Sud Kordofan. Selon le centre Carter, leur nombre s'élève à 642 555 votants, soit 100 000 de moins que lors des élections d'avril 2010. Les résultats seront peu crédibles. Le 13 avril, les milices pro-gouvernementales attaquaient trois zones de cette région, tuant 17 personnes et brûlant des centaines de maisons, sur les ordres du gouverneur Ali Haroun poursuivi par la Cour Pénale Internationale pour son action au Darfour. Abdul Aziz el Hilu, membre du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais, MLPS, assistant du gouverneur, accusa Ali Haroun de vouloir saborder les élections.

Politique étrangère

Carson, assistant du Secrétaire d'État américain pour les Affaires Africaines, déclara, que beaucoup de gens du Sud-Kordofan et du Nil Bleu, *donnent toujours leurs armes et leur loyauté au MLPS*. Il en tire des conséquences nouvelles. Les citoyens de ces régions seront consultés pour savoir s'ils souhaitent que l'accord de paix de 2005 soit un accord final entre le Nord et le Sud. Carson sous-entend qu'il pourrait ne pas l'être. Il donne ainsi un espoir aux gens de ces régions qui souhaitent renégocier la paix et avoir leurs propres règles, ou rejoindre le Sud. Ils ont droit à l'autodétermination, bien que Khartoum assume qu'il ne s'agisse que d'une consultation.

Scott Gratiem a enfin quitté le Soudan. Des appels à pétition au sénat destinés à l'empêcher d'être ambassadeur des États-Unis au Kenya furent sans effet, au grand désespoir des Kenyans. Ainsi est évoqué son appel continu à un compromis à Abyei après qu'il y ait eu deux partages depuis la paix de 2005.

Référendum anti-Doha au Darfour

À Doha en février, les rebelles présents, MJE et MLE étaient d'accord avec le gouvernement sur quatre des six points à discuter, ils devaient s'entendre en particulier sur l'unité du Darfour. Le chef médiateur, Bassolé, leur offrit de signer les quatre premiers accords, ce qu'ils firent. Le gouvernement et les rebelles avaient signé que Doha est *le seul processus de négociations* (cf. *Darfour, Chanel p.4*) mais depuis décembre l'État prétendait avec l'appui de l'Union Africaine vouloir résoudre le processus de paix par un dialogue avec les forces civiles. Béchir décide d'organiser un référendum. Il veut parler aux chefs tribaux - mais auxquels - aux élus - dont les élections furent truquées - et aux forces sociales - qu'il choisira. Il consultera les Darfouris, pour savoir *s'ils veulent le même système qu'au Soudan ou un autre*. - Quel autre ? - Il dit vouloir appliquer le traité d'Abuja signé avec Minni Minnawi qui, l'ayant jugé non appliqué, n'en veut plus et s'est uni aux autres rebelles. L'État semble vouloir régler les choses à son avantage avant que le 9 juillet il n'ait une nouvelle constitution et ne devienne de

dimensions réduites par la séparation du Sud. Aura-il le temps d'organiser un référendum d'ici là ? Est-ce pour repousser cette date que les négociations avec le Sud stagnent ? L'UA, défavorable à Doha et aux rebelles, critique en son absence Bassolé, qui, plein de dignité, répond que le temps pour le dialogue n'est pas encore venu.

Sud Soudan : espoir, désespoir

Début janvier, le Sud Soudan avait voté à près de 99 % pour la sécession. Maintenant seulement commencent en Éthiopie les négociations sur les points à débattre. À Khartoum cela n'avait rien donné.

À Abyei, les nomades arabes Misserya soutiennent le gouvernement. Ils ont l'appui définitif du Congrès national, parti au pouvoir, au désespoir des Dinka Ngok résidents qui ont l'aide de l'Armée de Libération du Peuple Soudanais, ALPS.

Dès mars, de nombreux miliciens ont massacré des civils au Sud. Ceux du Général Athor tuèrent à Fanjak et Malakal. (La réconciliation d'Athor avec le gouvernement du Sud aurait été empêchée par son vice-président, Riak Machar). Athor est dans l'État de Jonglei, Gatluak Gai dans l'État d'Unité, Oliny dans l'État du Haut-Nil et Abdel Bagi Ayii au Bahr el Ghazal. Tous vivent dans des régions frontalières.

Le Sud-Soudan accuse Khartoum de chercher à le déstabiliser. Selon Pagan Amoun, patron du MLPS, *le parti du Congrès National forme, entraîne, ravitaille et arme des miliciens, ... plan supervisé par Béchir en personne*. De nombreux documents sont à la base de cette accusation. Khartoum nie tout. Le doute avait surgi quand, selon *Africa Confidential*, le conseiller de Béchir, Mustafa Osman, admit que le gouvernement armait ces milices.

Le Sud Soudan voudrait se créer une nouvelle capitale à Ramchil, dans l'État des lacs, plus centrale. Cette région Dinka convient au gouvernement actuel, mais pas aux autres. Le général Gadet, nouveau rebelle, veut renverser immédiatement le gouvernement du Sud (cf. *Sud Soudan, Elias, Négociations pétrolières, saisies des terres p.2 à 5*).

Simone Dumoulin
(Bételgeuse)

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN ÉDITÉ PAR LE COMITÉ DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTÉS AU SOUDAN, 41, rue Poliveau - 75005 Paris - Tél. : 33 (0) 1 43 31 40 67
contact@vigilancesoudan.org - ISSN 1286-6121 - Présidente, directrice de la publication : Simone DUMOULIN

Abyei : combats contre Khartoum

Le CPA, accord de paix de 2005, ne dit, ni où allaient ses revenus pétroliers, ni le territoire qu'il recouvre, ni qui était résident à Abyei. Il se contentait de définir des méthodes. Après que le rapport ABC fut rejeté par Béchir, En 2008, la dispute fut remise à la Cour d'Arbitrage de La Haye qui réduisit la part des Dinka Ngok, habitant la zone de façon permanente, Les deux parties acceptèrent cette décision que Khartoum refuse maintenant.

La région d'Abyei reste une zone hypersensible où le moindre incident pourrait embraser la région. Il y a eu au moins 150 morts et quatre villages ont été rasés depuis la fin février lors de combats entre nomades Misseriya soutenus par Khartoum et tribus locales Ngok Dinka favorables à l'ALPS et souhaitant un rattachement d'Abyei au Sud. Ces derniers regrettent que le référendum qui était prévu par l'Accord de Paix le 9 janvier n'ait pu se tenir en raison de l'intransigeance de Khartoum qui exige la participation au vote des pasteurs nomades Misseriya qui viennent quelques mois par an seulement faire paître leurs troupeaux autour d'Abyei. Des images satellites montrent le positionnement des forces soudanaises (gouvernementales) armées (FAS) enterrées sur une ligne de front tandis que les unités de l'ALPS seraient retranchées à 20 km au sud. Selon l'ONG *Enough Project*, les FAS auraient construit une base opérationnelle à Bongo à 15 km du village détruit de Maker Abior. Des experts interprètent cette activité militaire accrue comme un prologue à un conflit bien pire et plus vaste. Les sudistes accusent Khartoum d'armer les Misseriya et d'envoyer les Forces de défense populaire, milices à la solde du Nord, piller et incendier les villages. Pourtant, à la suite des tueries de janvier dans la région d'Abyei, un accord signé à Kadugli le 17 janvier demandait le retrait de toutes les forces de la région d'Abyei sauf des unités jointes spéciales et des soldats de l'UNMIS. Eric Reeves prétend que Khartoum se prépare à s'emparer d'Abyei lors d'une action militaire fulgurante qui, selon lui, serait imminente. (Reuters, 11/3/11). Les combats qui se sont déroulés à Abyei ont fait fuir dans la panique au moins 45.000 personnes qui se sont réfugiées au Sud. Celles-ci se retrouvent sans nourriture ni eau et construisent des abris avec des herbes arrachées à la brousse et avec leurs vêtements pour se protéger du froid.

Pourtant, le référendum de janvier s'était déroulé sans incidents et al Bechir a accepté les résultats mais la tension reste vive tant que les points mentionnés ci-dessus ne seront pas réglés. Notamment, le statut d'Abyei reste le point le plus

litigieux. Le Nord voudrait imposer ses conditions avant la déclaration d'indépendance en juillet.

Combats entre Sudistes

Les NU craignent une action militaire de l'ALPS contre les milices armées dans le sud de l'Etat de Jonglei. Dans les Etats de Jonglei et du Nil Supérieur, les combats entre ALPS et les milices de George Athor - à la solde de Khartoum - ont fait des centaines de morts. Le 14 mars, le MLPS a révélé à Juba l'existence d'un document en arabe prouvant que Khartoum voulait renverser le GOSS, information aussitôt démentie par le PCN. Ce document proviendrait du Ministère de la défense à Khartoum. Une note datant de septembre 2010 révélait en outre que le Nord armait et entraînait les forces fidèles au MLPS-Changement démocratique de l'ancien Ministre des affaires étrangères Lam Akol qui avait quitté le MLPS en 2009. Ses forces se trouvent dans les Etats du Nil Bleu et de l'Unité. Pour le MLPS, c'est une preuve supplémentaire que Khartoum cherche à déstabiliser le Sud. Un document du 14/11/2009 a également dévoilé que les personnalités sudistes avaient été placées sur écoute.

Les services de sécurité du Bahr al Ghazal ont arrêtés six gardes du corps de Peter Gadet qui s'apprêtaient à prendre un vol à Wau pour rejoindre leur chef à Khartoum. Peter Gadet vient de quitter l'ALPS pour rejoindre George Athor basé à Khartoum. Ce dernier s'est distingué par les massacres perpétrés par ses milices après les élections d'avril 2010 puis à la suite du référendum de janvier dernier alors qu'il avait rejoint l'ALPS après l'amnistie déclarée par Kiir en octobre 2010. Gadet, célèbre pour ses nombreuses mutineries et trahisons à l'égard du Sud pendant la guerre, vient rejoindre les milices sudistes passées à Khartoum trois mois avant l'indépendance officielle du Sud. Chargé en 2005 par l'ALPS de la sécurité dans la zone d'Abyei, il avait dû gérer les conflits d'Abyei en 2008 et les graves troubles contre les forces loyales à Gabriel Tanginye en 2009 à Malakal (ST, 8/4/11).

Fin mars, de graves troubles ont éclaté à Boma, à l'extrême sud-est de l'Etat de Jonglei entre les Murle soutenus par l'ALPS et des éléments de la tribu Jiye. Les tensions y sont permanentes pour des vols de bétail entre tribus Toposa, Murle et Jiye. Cette fois-ci, les Murle se sont associés à l'ALPS pour mener une répression féroce contre le village Jiye de Naoyapuru. Les femmes et les enfants auraient été enfermés dans leurs cases qui ont été incendiées. On ne connaît pas le nombre de victimes, les survivants se cachent dans la brousse sans eau ni nourriture. Ils n'osent approcher l'unique centre de soins de l'ONG Merlin à Boma protégé par l'ALPS. Ce témoignage provient d'un témoin oculaire (J.Ashworth, 4/4/11).

Pourparlers avec le Nord

Le Sud a immédiatement interrompu ses négociations avec al Beshir et son gouvernement. Pourtant, ces discussions sont décisives pour assurer la paix puisqu'elles portent sur des points essentiels : le tracé de la frontière entre Nord et Sud, le statut d'Abyei, le partage des revenus pétroliers, les problèmes de sécurité et la citoyenneté des Sudistes vivant au Nord. La reprise ou la poursuite des pourparlers est essentielle et urgente.

Comme prévu, tous les problèmes non réglés avant le référendum sont la cause des fortes tensions qui secouent le Sud et peuvent l'embraser à tout moment. Cependant, aucun des frères ennemis ne veut reprendre les armes. Il se contentent comme toujours d'accusations excessives et de piteuses dénégations. De violents combats ont opposé l'ALPS aux milices de George Athor à Malakal le 12 mars au petit matin alors que Oliny, l'un de ses commandants était entré en ville avec ses troupes. Celui-ci s'était déjà battu contre l'ALPS dans les villages Shilluk hors de Malakal. Le nombre de morts et de blessés reste inconnu.

Notre conclusion

La violence fait tristement partie de la culture sudiste après un demi-siècle de guerre civile. Si le référendum s'est déroulé sereinement, les violences n'ont cessé de se multiplier dans le Sud depuis le 9 janvier avec des centaines de morts, des milliers de déplacés, des factions rebelles armées par Khartoum semant la terreur, de multiples rumeurs de complot contre le GOSS, des mesures d'intimidation contre la presse, des menaces d'assassinat des responsables politiques, des armes en libre circulation malgré les mesures d'interdiction prônées par le GOSS et une ignorance du dialogue démocratique à tous les niveaux. Ceci inaugure mal de l'avenir vers un pays libre, indépendant et démocratique. Jusqu'à présent, il a été facile de rejeter systématiquement la responsabilité des violences sur l'ennemi du Nord sans jamais se remettre en question. Au lieu de cela, les Sudistes s'accusent mutuellement des violences commises et multiplient menaces et rumeurs de complot. Il est urgent qu'ils mesurent leur part de responsabilité individuelle et collective dans cette aventure désormais commune. Jadis, la lutte armée était menée contre un ennemi commun au nom de la libération du peuple sud soudanais. Aujourd'hui les milices armées sont dirigées par des egos perturbés en quête de pouvoir - sans doute manipulés par Khartoum - au risque de torpiller l'avenir de leur pays. Il en a toujours été ainsi : le Sud se compose de 60 groupes ethniques et linguistiques différents souvent divisés par des décennies de lutte contre le Nord, lequel n'a cessé d'exploiter les rivalités ethniques en soutenant des milices locales qui se

désolidarisaient de la direction sudiste centrale. George Athor en est un exemple récent malgré ses déclarations en faveur de la « réussite d'un état démocratique du Sud Soudan ». Joseph Lagu qui avait signé le traité d'Addis Abeba en 1972, implore les rebelles de revoir leur position et leur conseille de se présenter aux prochaines élections s'ils souhaitent participer à la construction du pays et prendre le pouvoir. Les temps ont changé, la construction du Sud ne passera pas par les armes mais par les urnes. Après tout, c'est l'histoire de leur lutte commune pour la liberté, une histoire d'opposition commune au Nord qui unit toutes ces ethnies.

Tensions constitutionnelles

Mohamed Ibrahim Al-Bashir, président de l'Assemblée nationale, a déclaré que les députés sudistes n'ont pas le droit de siéger au parlement de Khartoum lors de la nouvelle session parlementaire qui s'ouvre en avril en vertu de l'article 118 de la Constitution, - qui s'opposerait sur le fond aux engagements pris dans le cadre de l'accord de paix global (CPA). Il prétend que les députés ont été élus dans le Sud et que dans la perspective de la partition, leur présence au sein du Parlement national ne se justifie plus. Le parti au pouvoir à Khartoum (PCN)

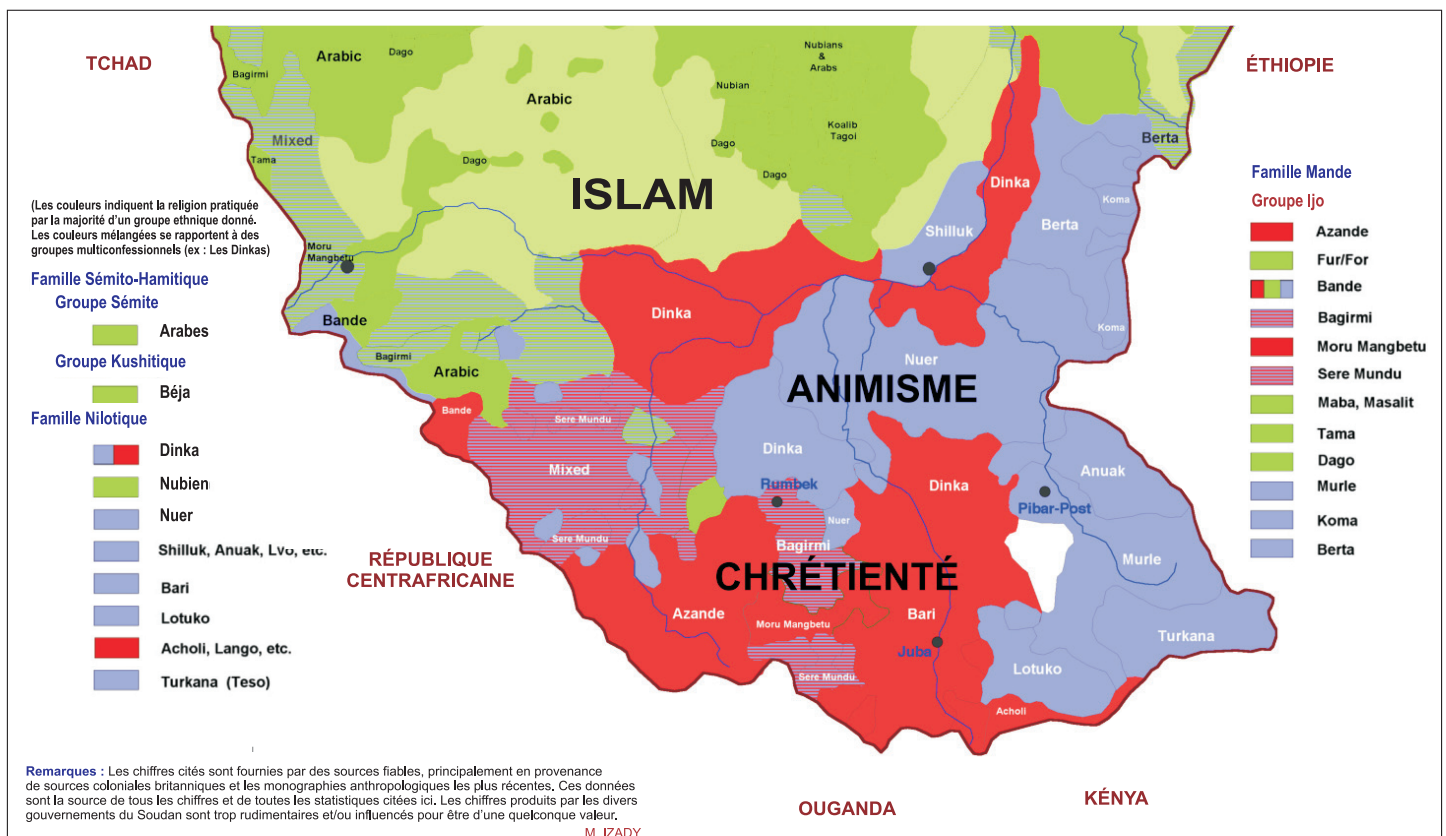
avait annoncé que tous les Sudistes devaient quitter le gouvernement central, les services publics et l'armée dès l'annonce officielle des résultats du référendum. Le MLPS conteste cette mesure arbitraire car elle viole le CPA qui stipule que le partage du pouvoir et des richesses doit se poursuivre jusqu'au 9 juillet. Cette décision ajoute aux diverses tensions qui couvent entre Nord et Sud. Cependant, Kiir reste Vice-président du Soudan jusqu'à la déclaration d'indépendance du Sud. Il souhaite une transition pacifique et avait rencontré al-Beshir pour envisager un avenir constructif entre les deux pays. Le MLPS souhaite retirer ses ministres du gouvernement central tout en maintenant les deux principaux chargés de la gestion du pétrole et des affaires humanitaires jusqu'au 9 juillet (ST, 6/4/11). En guise de provocation, Al-Bécher a approuvé la déclaration du président de l'Assemblée puisque le Sud a voté massivement pour la sécession mais il préférerait que les ministres sudistes se maintiennent au gouvernement. Le Nord et le Sud doivent participer à une rencontre à Washington le 15 avril avec le Fond monétaire international, la Banque mondiale et les créanciers du Soudan pour débattre du problème majeur de la dette extérieure ainsi que des futurs problèmes économiques entre les deux parties.

Tensions autour des Etats du Nil

Le Burundi vient de rejoindre le projet concernant le bassin du Nil pour le partage des eaux rejoignant ainsi les autres signataires : l'Éthiopie, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya. Il fallait au moins six pays riverains qui signent et ratifient cet accord pour le valider. Ce traité a été élaboré après 12 ans de négociations avec les pays riverains afin de revoir la politique de partage des eaux du Nil dont l'Égypte et le Soudan sont les plus gros bénéficiaires avec 86% alors que sept autres pays riverains contribuent pour 95% à alimenter les eaux du Nil sans une utilisation proportionnelle. L'Éthiopie contribue seule pour 85% des eaux du Nil alors qu'elle n'en utilise que 1% tandis que l'Égypte en utilise 75% et le Soudan 11%. Pour l'instant, l'Égypte et le Soudan n'ont toujours pas signé ce pacte. Le Sud a entériné la décision du Nord. Les deux (ou trois ?) plus gros bénéficiaires des eaux du Nil contestent la signature du Burundi qui permettrait de le mettre en application. Le système de partage est complexe en raison de la pauvreté des pays riverains, de la rareté de l'eau, des conflits récurrents pour l'accès à l'eau alors que la demande ne cesse de croître. →

Les religions au Sud-Soudan

Source : M. IZADY © 2007



Retour des déplacés

300.000 déplacés ont quitté le Nord depuis octobre 2010 et des milliers d'autres sont en route pour le Sud utilisant tous les moyens possibles, la route, le train ou le bateau... mais les infrastructures font défaut. La Commission du Sud Soudan pour l'assistance et la réhabilitation (SSRRC) a collaboré avec les NU et les ONG pour l'aide au retour. Elle a aidé 200.000 personnes à gagner le Sud entre octobre 2010 et janvier 2011 et dépensé 21,5 millions de US\$ pour mener cette mission. Il ne reste plus d'argent pour aider les 120.000 déplacés souhaitant rentrer aujourd'hui dans le Sud. En réalité, il resterait entre 1,5 et 2 millions de Sudistes dans le Nord : certains n'ont plus de contact avec le Sud ou ont construit leur vie dans le Nord, d'autres craignent de trouver des conditions de vie plus difficiles encore. Les ONG estiment que 500.000 déplacés peuvent encore vouloir quitter le Nord. Selon le SSRRC, 21.000 personnes seraient prêtes à partir mais sont toujours bloquées à Khartoum. Elles avaient vendu tout ce qu'elles possédaient à l'annonce de l'aide au départ il y a deux ou trois mois et se retrouvent démunies de tout, vivant dans des abris de fortune sans aucune hygiène et luttant pour nourrir leurs familles nombreuses. Plus de 1000 personnes campent en ce moment sur un terrain vague, de la taille d'un terrain de football, dans le faubourg de Mandela à Khartoum. Il n'y ni école ni dispensaire ni eau potable et se nourrir est une épreuve quotidienne. Ceux-là veulent tous regagner Wau dans le Bahr al-Ghazal occidental. Ceux qui avaient assez d'argent sont partis à temps, les autres attendent leur tour en voyant fondre leurs maigres économies quand elles n'ont pas totalement disparu. Tous ne sont pas arrivés à destination, beaucoup par manque d'argent ou de moyens de transport ont dû s'arrêter à Kosti, à 350 km au sud de Khartoum, qui est un passage obligé pour 80% des personnes allant au Sud. Ils survivent dans des conditions épouvantables dans un centre d'accueil prévu pour 1000 personnes maximum, or il en arrive au moins 150 par jour. Ils sont aujourd'hui 6.000 entassés depuis 3 mois, ce qui entraîne de graves problèmes de surpopulation, la multiplication de maladies bénignes, le manque de médicaments et de nourriture malgré la présence d'ONG. Le SSRRC essaie de regrouper les personnes vers une destination commune (Malakal ou Juba) où elles sont acheminées par bateau. Globalement, tous ces déplacés se plaignent d'un manque total d'informations sur la possibilité de transfert, ils doivent s'en remettre aux rumeurs et se sentent abandonnés par le SSRRC qui ne communique pas mais les services des NU semblent à présent collaborer pour suivre ces déplacements. À l'arrivée, quand les déplacés arrivent à atteindre leurs villages, les services prévus pour leur accueil sont absents (écoles, dispensaires, eau potable). Certains ne retrouvent pas leurs terres occupées par d'autres. Les autorités sont dépassées à contenir ce flot massif de déplacés qui viennent accroître les difficultés endémiques : pauvreté, insécurité et pénuries à tous les niveaux (IRIN, 10/3/11).

Elias

Négociations pétrolières

European Coalition for oil in Sudan
- ECOS

Les négociations entre le CN et le MLPS sur les arrangements d'après 2011 posent un nombre de problèmes majeurs :

- Le partage des revenus actuel vient à sa fin. Sans ses revenus pétroliers, le gouvernement du Nord Soudan (terme que nous utiliserons dans cette étude) , perdra près de 30% de son budget, disloquant sa capacité à maintenir son autorité politique et détruisant la principale force qui pousse à la croissance économique. Les 30% de de revenus pétroliers sont la principale source de devises fortes. Toute réduction des revenus pétroliers fait prendre des risques sérieux à la capacité du gouvernement à payer ses dettes, le conduisant à ne pas le faire. Le résultat peut être un fiasco économique et même politique.
- Le gouvernement du Sud dépend encore plus des revenus pétroliers. Sans les oléoducs, les raffineries, les terminaux d'exportation, les sous-contractants, les ressources humaines et les bureaux du consortium au Nord, il n'y aura pas de revenus pétroliers du tout et le gouvernement du Sud peut s'effondrer.
- Les contrats pétroliers existants établissent des droits pour les sociétés pétrolières d'exploiter certaines aires de concessions et le droit du gouvernement de partager les profits sans investir lui-même. Le gouvernement du Sud pourra hériter des contrats, des droits et devoirs qu'il entraînent, sans avoir à sa disposition les ressources humaines, les institutions, l'expérience et la capacité légale à diriger les réserves pétrolières, surveiller les opérations, faire appliquer la loi et protéger ses propres droits et intérêts ainsi que ceux de la population.
- Le Soudan a quelque 36 milliards de dette extérieure. Nord et Sud doivent réconcilier des intérêts et points de vue différents et nombreux. Le MLPS dit qu'il n'a jamais bénéficié de ces prêts et manque de ressources pour les payer. Le CN dit qu'il ne peut payer la dette seul. Les deux positions sont légitimes et la réduction drastique de la dette est de toute première urgence pour le développement économique et la stabilité politique.
- Le gouvernement du Nord a pu faire ces emprunts dont la sûreté était assurée par la production pétrolière à venir. Mais il va la perdre. L'indépendance du Sud demandera que ces emprunts soient restructurés, ajoutant de l'angoisse au poids de la dette, déjà insoutenable. Les créanciers internationaux s'opposent à ce que le gouvernement du Nord privilégie les créanciers commerciaux, le laissant avec peu d'autres choix que d'accepter les conditions de ses créanciers ou de prendre des mesures d'austérité draconiennes.
- Les sociétés pétrolières ne trouvent pas de

quantités viables commercialement de pétrole dans le Block 5B, au Nord de la rivière Sobat, ni dans la région éthiopienne de Gambella. Total a diminué son programme d'exploration et aucune autre grande société n'y est intéressée. Le GNOPC perd près d'un million de dollars par mois avec la corruption, le vol et le vandalisme. Tout cela diminue les attentes du Sud. Pour continuer, l'industrie devrait augmenter ses performances techniques, sociales et environnementales, ce qui impliquerait de nouveaux investissements significatifs, qui demandent à leur tour, des conditions commerciales attractives, la stabilité politique, une gouvernance compétente et la fin des sanctions américaines. Autrement le Sud risque de n'attirer que des sociétés marginales telles que Fenno Caledonian, Star Petroleum Jarch et White Nile qui n'ont aucune histoire prouvée de performance en affaires.

- L'industrie pétrolière manque d'un support social satisfaisant et souffre par conséquent de sabotages et d'arrêts qui ajoutent à son profil à haut risque et à ses investissements décourageants.

ECOS presse les parties de donner leur attention aux héritages difficiles de l'industrie pétrolière, le dommage aux communautés vivant dans les régions productrices et les dégradations de l'environnement. « Les droits de ces communautés doivent être sauvegardés. Leurs droits constitutionnels à une compensation doivent être remplis par une politique de réconciliation ». La chute de la production au Sud après 2013 et l'augmentation de la production au Nord mine beaucoup les négociations. Le niveau bas de confiance qui existe entre Nord et Sud déconseille de continuer des projets complexes tels que le partage des revenus selon le CPA (accord de paix de 2005). ECOS recommande que le Sud paie un prix réaliste , commercialement et politiquement. Pendant des années, les standards d'opération bas et l'absence d'intérêt pour la population a causé de l'hostilité à l'égard des sociétés pétrolières. *(Cela doit être résolu VS)*.

Collectif
VAN
Vigilance Arménienne contre le Négationnisme

Organise le lundi de Pâques (25 avril), sur le parvis de Notre-Dame de Paris, une journée de sensibilisation aux génocides et à leur négation. Avec le soutien de 20 ONG françaises et internationales, dont nous !

VENEZ

Traduit et résumé par SD
(À suivre)

Saisies au Sud Kordofan et au Nil Bleu

Liz Alden Wily, Spécialiste indépendante des terres

La colère locale contre l'appropriation de leurs terres par l'État fut une raison principale pour laquelle les Noubas du Sud-Kordofan et les Funj du Haut-Nil Bleu se joignirent à l'ALPS contre les commandements de Khartoum en 1984. Cette colère fut commune à tous les États d'Afrique au Sud du Sahara, du fait de l'usurpation légale et politique par les gouvernements des droits coutumiers sur la terre dont les populations rurales jouissaient auparavant. Dans certains États désormais, les droits coutumiers sont une des sources de la loi sur les terres. Le Soudan n'a pas connu cette évolution.

Les gouvernements ont soutenu le droit colonial et nié que la détention des terres par droit coutumier équivaille à un droit de propriété. La majorité des terres rurales du Soudan reviennent par défaut à l'État. Cela affecte aussi la propriété de la communauté villageoise, des forêts, des marais et des plaines, utilisées pour le pâturage et la production du bois. Ces espaces sont décrétés comme étant de « propriétaires inconnus » et deviennent donc propriété de l'État. Ils sont utilisés par le *Mechanised farming schemes*, et loués à de riches locataires, les hommes d'affaires, hauts fonctionnaires, politiques, sociétés étrangères du Nord, ainsi que des Égyptiens, Palestiniens et autres étrangers.

La majorité des nouveaux utilisateurs de la terre étaient des utilisateurs absents, remplacés par des salariés. Les propriétaires traditionnels furent soit loués comme ouvriers agricoles sur leurs propres terres, soit mis dehors. Les États les plus affectés furent le Sud-Kordofan et le Nil Bleu. Ainsi à Habila (Sud Kordofan) neuf des 191 parcelles qui comprenaient entre 500 et 600 hectares, furent louées dans ces conditions.

Des disputes s'élèvent désormais entre population locale et Khartoum, entre *élites* et *population ordinaire*, entre populations locales et pasteurs nomades.

À cela s'ajoute la transformation de plaines fertiles et légèrement boisées en « bols de poussière », résultat du travail des tracteurs et de déboisement total. (Donc pratiquement aucun propriétaire coutumier n'y trouva de travail.) Cette loi sur la dépossession eut le soutien des agences NU.

Après le colonialisme, les intentions de Khartoum furent renforcées. Ainsi l'idée de terres de propriétaires inconnus fut étendue à toutes les terres non enregistrées. Changer les lois fut un

but de la guerre et devint un but du traité de paix. Pour adoucir le coup amer de ne pouvoir faire partie du Sud-Soudan, des conditions spéciales furent accordées au Sud-Kordofan et au Nil Bleu pour rectifier les décisions malheureuses. De plus une consultation populaire doit être organisée pour déterminer si la mise en œuvre de l'accord de paix de 2005, CPA, peut relancer les conflits politiques dans ces États. Des lacunes doivent être résolues entre les parlements des États et Khartoum.

Aucune loi, ni au Nord ni au Sud ne demande l'accord des personnes chassées. Il conviendrait, comme on le fait en Afrique de l'ouest et en Tanzanie, de donner aux conseils municipaux le droit de réguler la propriété de la terre et d'accorder des certificats sur cette propriété. Cela inclut les propriétés communes, forêts et pastorales.

Ces conditions, comme nous le verrons, sont conformes au CPA, elles ne peuvent être contournées par le gouvernement récalcitrant ni par la communauté internationale responsable du CPA. (À suivre)

Saisies à Abyei

Douglas Johnson

Selon un texte de Douglas Johnson (traduit et publié in VS 163 p.5), les nomades Misseriya dès les années 70, armés par les gouvernements successifs, ont mené des raids contre les Dinkas. Les Misseriya étaient sous pression gouvernementale car Khartoum avait alloué des terres importantes à ses fidèles prises sur les pâturages au nord d'Abyei.

Saisies au Sud *Soudan Norwegian People's Aid, la nouvelle frontière, une étude de base sur des investissements à grande échelle concernant le Sud-Soudan Norwegian's People Aid* donne des renseignements sur 28 investissements étrangers et domestiques, décidés ou en voie de l'être, dans les 10 États du Sud-Soudan. En seulement quatre ans, de 2007 à la fin 2010, les intérêts étrangers ont tenté d'acheter ou acquis un total de 26 600 km² dans l'agriculture, les forêts et les seuls secteurs du biofuel. C'est une zone plus étendue que le seul État du Rwanda.

Si l'on ajoute les investissements domestiques dont certains datent d'avant la guerre, et les investissements dans le tourisme et la conservation, les chiffres s'élèvent à 57 400 km², soit neuf pour cent de la superficie totale de terres au Sud-Soudan. Tandis qu'en théorie, cet afflux d'investissements pourrait fournir des chances de développement aux communautés rurales, il risque, sans les procédures appropriées de mettre

des vies en danger. Ci-dessous, une série de recommandations pourraient aider la République du Sud Soudan, ses partenaires internationaux, la société civile, les sociétés, les investisseurs, et les communautés rurales du Sud Soudan à maîtriser les risques, et les chances que représente un investissement sur de vastes étendues.

- Faire en sorte que tous les documents associés à ces investissements deviennent publics.
- Développer des rôles juridictionnels clairs pour les institutions publiques à tous les niveaux, y compris un équilibre approprié entre la position de Juba et une souplesse dans la pratique au niveau de l'État, en fournissant un rôle au pouvoir législatif pour qu'il légalise les allocations de terre à grande échelle.
- Considérer l'établissement d'un plafond gradué pour les terres, de façon que plus les terres seront étendues, plus on devra s'adresser à des niveaux élevés de l'État.
- Considérer un moratoire sur toutes acquisitions de terre au dessus d'une certaine taille pour donner le temps nécessaire à mettre en place les procédures appropriées. (À suivre)

Saisie de 100 000 hectares au Mali, cédés par l'État à la famille Kadhafi

Le Monde 01 04

Kadhafi, qui s'était posé en ami de l'Afrique, a en fait transformé certains chefs d'État en obligés, nous dit *Le Monde* du 1er avril. Dans le delta intérieur du Niger, au Mali, ce pays a offert 100 000 ha de terres irrigables rizicoles au fonds souverain *Libya Africa Investment Portfolio* créé pour l'occasion et propriété de la famille Kadhafi, selon Mamadou Goïta, responsable du Réseau des Organisations paysannes. Ce réseau vient de publier le texte, secret jusqu'à présent, de la convention de 2008, entre État malien et République libyenne. Rédigée en termes vagues, elle laisse toutes les opportunités aux Libyens. L'emplacement des terrains n'est pas spécifié. Les Libyens l'ont choisi. Le bail est de cinquante ans, renouvelable. Selon les habitudes décrites plus haut, dans ces terres les occupants cultivaient du riz depuis des générations sans droit de propriété, puisqu'ils n'ont pas de papiers l'indiquant. Il n'ont pas d'indemnités. Les gens qui résistent sont parfois incarcérés. De plus, les Libyens ont des droits sur les eaux du Niger, *sans restrictions*, au détriment des autres agriculteurs et des nomades. Si Kadhafi tombe, la transaction pourrait être remise en cause.

Référendum haï au Darfour

Fin février, Djibril Bassolé, médiateur chef à Doha, proposa que quatre des six propositions faites par la médiation, acceptées par le gouvernement et les rebelles, droits de l'homme et libertés fondamentales, justice et réconciliation, compensation et retour des déplacés /réfugiés, et partage des richesses, soient entérinées par le gouvernement, le MLJ, Mouvement pour la Libération et la Justice et le MJE, Mouvement pour la Justice et l'Égalité. Il manquerait deux propositions, l'unité du Darfour et la participation des rebelles au pouvoir, ainsi que le cessez-le-feu permanent, les arrangements sécuritaires pour la mise en oeuvre de la paix. Les rebelles signèrent. (ST 24 02).

Le premier mars, lors d'une conférence de presse tenue à Paris, Djibril Bassolé est venu résumer les résultats de négociation en cours. *Nous sommes sur le point de conclure une paix complète au Darfour; le gouvernement et les délégations du JEM arrivent en ce moment à Doha.* Depuis décembre le gouvernement dit vouloir tenir et résoudre un processus de dialogue avec les forces civiles (ST 2 3).

Sur ce, le président soudanais el-Béchir annonça qu'il organiserait un référendum sur *le statut administratif* du Darfour. Cette annonce intervient alors que doivent reprendre au Qatar, les discussions du processus de paix de Doha, le jeudi 31 mars 2011, entamées il y a deux ans. Selon le gouvernement, le processus de paix était au point mort, - faux, bien que son représentant Ghazzi soit le plus souvent absent - et le principe d'un référendum avait été prévu par l'accord d'Abuja de 2006. Accord qui n'avait été signé que par un seul des principaux groupes rebelles du Darfour, Minni Minawi, depuis longtemps redevenu rebelle avec ses hommes, aux côtés des rebelles combattants. La mauvaise foi de Béchir est patente.

En décidant unilatéralement d'organiser un référendum sur le Darfour, Omar el-Béchir a pris le risque de faire dérailler le processus de paix de Doha. Actuellement le Darfour est divisé en trois provinces. L'ensemble des Darfouriens souhaite le retour à l'ancien statut, celui d'avant 1994, qui faisait du Darfour une région unique. Au lieu de proposer un Etat fédéré au Darfour, au lieu d'en laisser trois, exigence refusée à Abuja en 2006 par ceux qui sont toujours rebelles, il en offrirait cinq. Il ajouta aux trois Etats existants, le Darfour centre et le Darfour Est. Le MJE de Khalil Ibrahim le plus militarisé des mouvements et le MLS d'Abdel Wahid el Nour avaient refusé l'accord d'Abuja,

pour une grande raison, le refus gouvernemental d'accepter l'union du Darfour.

Ils ont à nouveau rejeté cette proposition avec force. Les rebelles du Darfour sont certains comme nous-mêmes, que Khartoum exercera un contrôle total sur le scrutin comme cela s'est produit lors des élections générales en avril 2010 (*VS avril et juin 2010*). De plus, depuis deux ans Khartoum s'était engagé à ce que seuls les accords de Doha soient valides.

Depuis, Béchir s'est rendu au Qatar, apparemment pour remercier le pays de leur aide, sans parler du référendum prévu. Il y alla sans Ghazzi Salah ed Din, patron du problème du Darfour, représentant le gouvernement à Doha, qui eut le tort de traiter le processus de Doha de *marché de pastèques*. Ce qui fut jugé par les officiels du Qatar qui avaient donné beaucoup de temps à ces pourparlers, *grossier et irrespectueux*. Le geste de Béchir amena de l'espoir. En vain. Il s'était rendu au Qatar pour s'excuser de la grossièreté de Ghazzi, et non pour renoncer à son référendum. Les envoyés de l'Union Européenne et des Etats-Unis étaient venus à Doha dans l'espoir d'améliorer les choses...

L'espoir des Soudanais de voir leur pays devenir plus démocratique grâce aux mouvements rebelles arabes dont l'existence de *Gereifna*, était vain. Le MLJ voulait, comme le leur avait conseillé Bassolé, continuer à travailler rapidement à Doha pour mettre Béchir dans l'embarras. Le MJE refusa.

Les MJE établis en Libye aident-ils Kadhafi ? Selon Kadhafi, oui, selon le MJE, non. Selon certain Darfouris, ceux qui habitent à Tripoli l'aident ceux qui habitent Bengazi aident ses adversaires.

Combats

Après les remarques aigres faites par Susanne Rice ambassadeur des Etats-Unis aux NU, la Minuad a obtenu du gouvernement sa liberté de mouvement sans restriction. Ce qui leva un grand espoir qui ne devait pas durer. Ses hommes, presque en nombre requis ont toujours besoin de 24 hélicoptères (ST 21 03). La Minuad a demandé que les belligérants cessent de toute urgence les hostilités, s'abstiennent de confrontations armées et autorisent les organisations humanitaires et la Minuad d'atteindre les populations dans le besoin (ST 21 02).

L'armée Soudanaise a attaqué les groupes rebelles dans le Gebel Mara qui fut le centre de féroces batailles entre le gouvernement et les rebelles, l'armée Soudanaise depuis la fin 2010 intensifie les attaques et contre-attaques au Darfour. Mini Minawi signataire de l'accord de paix de 2006 avec le gouvernement a rejoint

la rébellion coordonnée avec le MLS et le MJE (ST 26 02). Les troupes du gouvernement ont attaqué les positions des forces rebelles au Gebel Mara, tuant 25 rebelles et capturant quatre véhicules. Le porte parole du gouvernement dit que l'armée continuera à porter ses attaques sur les positions tenues par Abdel Wahid (MLS-AW), Mini Minawi (MLS-MM) et autres factions pour apporter la sécurité aux civils et ouvrir les routes. Selon la Minuad, les civils continuent d'arriver aux camps de personnes déplacées dans tout le Darfour, fuyant la résurgence de la violence dans cette région.

Le gouvernement a annoncé qu'il mettait en place une nouvelle police dans la région visant le retour des populations déplacées dans leur village, rassemblant les tribus et les forces politiques pour résoudre les causes du conflit (ST 02 03).

Les militaires du Soudan et du Tchad sont en attente du renouvellement d'un accord de leurs forces conjointes ente leur deux pays pour mettre fin aux attaques croisées rebelles venant des deux cotés de leur frontière. Khartoum et N'Djamena ont signé un certain nombre d'accords depuis l'année dernière pour développer une économie conjointe entre leurs deux Etats. Ils ont également mis en place une compagnie commune pour explorer le pétrole sur la zone frontalière (ST 13 03), présence dont on ne parle que peu. Les combats continuent.

Humanitaire

Fin février, le gouverneur du Sud-Darfour a ordonné l'expulsion de médecins du monde (MDM), l'accusant de soutenir un groupe rebelle de MLS-AW (ST 20 02). Curieusement l'expulsion a provoqué une critique du ministère des Affaires Etrangères, mais quand c'était trop tard. D'ailleurs Béchir avait donné ce pouvoir à tous les gouverneurs du Darfour. Quelques jours plus tard le *Catholic Relief Services*, Caritas américaine, accusée a tort de distribuer des Bibles, est expulsé.

Le chef de la Minuad a rencontré Abd el Wahid dans la capitale Ougandaise et lui a parlé des pourparlers de Doha. La rencontre a également portée sur le nécessité de procurer assistance aux personnes déplacées et d'assurer leur protection. À la demande d'AW, la Minuad visita le Gebel Mara. Les citoyens lui demandèrent avec énergie que soient arrêté les bombardements de civils ; malgré ses promesses, le 2 mars le Soudan empêchait toute aide d'arriver au Darfour.

Diagne Chanel

Présidente Comité Soudan

Pétrole - Une commission fut désignée pour connaître la production de pétrole au cours des 5 dernières années. Présidée par le ministre sudiste du pétrole, elle comprend des membres du Nord et du Sud. Elle choisira une entreprise étrangère pour faire l'audit et rendre son rapport avant le 9 juillet (ST 23 3).

L'avenir pétrolier du Sud-Soudan paraît sombre : la production devrait baisser à partir de 2013, et le chinois GNPOC perd presque 1 million de dollars par mois par la corruption, le vol et le vandalisme. Des négociations ont été entamées entre les partis politiques au pouvoir du Nord (NCP) et du Sud (SPLM) pour préparer la post-indépendance du Sud (ECOS 28 2) qui serait prêt à payer 30 % de ses revenus du pétrole au Nord comme droit de passage pour l'exportation (Bloomberg 23 3), mais selon le secrétaire général du MLPS, il n'est pas question de continuer de partager les revenus pétroliers avec l'indépendance (ST 15 2).

Al-Béchir ordonna d'augmenter le nombre de sociétés pétrolières participant à l'exploration au Nord pour accroître la production à terme. Elle doit atteindre 200 000 barils par jour d'ici 3 à 5 ans. Dans tout le Soudan, elle est actuellement de 500 000 b/j. Le Soudan acquit 70% de la propriété des conduites de pétrole dans les blocks 1,2 et 4 exploitées par le GNPOC (ST 2 3).

Soudan (et Sud-Soudan)

Sanctions - Les sanctions américaines ne s'appliquent plus au Sud Soudan, après le référendum sur l'indépendance. Pour le reste du pays, elles dépendront de la résolution du conflit au Darfour (ST 12 4).

Le gouverneur de la banque centrale qui est remplacé par un ancien ministre des finances, avait demandé à Al Bashir de ne pas renouveler son mandat. Il exerçait cette fonction depuis 1998 (ST 6 3). Il a déclaré ensuite que la situation économique du pays est dans son état le plus faible à cause des déséquilibres dus à des chocs extérieurs et du retard pris pour effectuer les réformes nécessaires (ST 7 4). Pour lui la priorité était de contrôler l'inflation qu'il dit avoir réussi à réduire à moins de 10 % par an en novembre 2010 (ST 25 2). La banque centrale injecte davantage de devises aux banques et bureaux de change, grâce, entre autres, à des ressources provenant de l'exportation croissante d'or produit au Soudan (ST 14 3, VoA 31 3). La pénurie de devises serait terminée, selon la banque centrale. Selon la CIA, les réserves se monteraient à 2,06 milliards de dollars fin 2010 (ST 4 4).

Une délégation est partie à Washington **négoier la dette du Soudan** (et du Sud-Soudan) avec le FMI et la Banque Mondiale. Elle comprend des représentants du Nord et du Sud (ST 10 4).

Un **nouvel accord de partage des eaux du Nil** est en cours de ratification par la plupart des pays riverains amont ; il ôtera le droit de véto de l'Égypte sur le partage des eaux. Jusqu'à présent l'Égypte et le Soudan avaient droit à 90 % des eaux du Nil suite à des accords datant de 1929 et 1959. Le Sud aurait l'intention de conserver sa part. L'Éthiopie annonce qu'elle va construire un barrage sur le Nil Bleu avec une très grande capacité en hydro-électricité (6 000 MW) pour un coût de 4 milliards de dollars, malgré les objections de l'Égypte et du Soudan (ST 14 3, VoA 31 3). L'enjeu est de savoir quel(s) pays bénéficiera de l'énergie à prix réduit provenant du Nil. L'Éthiopie voudrait la vendre à l'Égypte et au Soudan.

Les nouvelles **priorités de l'aide britannique** portent sur les besoins essentiels de la population : soutien alimentaire pour 10 millions de personnes dans tout le pays et au nord Soudan, accès à l'eau potable pour 800 000 personnes, et accès à la justice pour 250 000 femmes. (ST 5 3).

Sud Soudan - Au Sud Soudan **ces priorités se portent**, outre à 10 millions d'aide alimentaire pour Nord et Sud, à l'éducation primaire pour 180 000 filles de plus (+ 20 %), à la sécurité nutritionnelle pour 1 million de personnes au Sud, et la prévention et le traitement du paludisme pour 750 000 personnes (ST 5 3).

L'annuaire statistique du Sud Soudan pour 2010 vient de paraître, <http://ssccse.org/statistical-year-book/>

Quelques chiffres clés de l'économie du Sud-Soudan :

Population totale :	8,260 millions	Part du pétrole dans les ressources de l'Etat :	97,80%
Moins de 18 ans :	51,00 %	Ventilation des dépenses de l'Etat :	
Population rurale :	83,00 %	- Sécurité :	26,00 %
Agriculteurs :	78,00 %	- Justice et affaires juridiques	11,00 %
En dessous du seuil de pauvreté :	51,00 %	- Administration publique :	13,00 %
Ayant accès à une source d'eau améliorée :	55,00 %	- Transferts aux Etats :	12,00 %
Ayant accès à des toilettes :	20,00 %	- Comptabilité publique :	4,00 %
Mortalité infantile :	102 pour 1000	- Infrastructures :	13,00 %
Enfants complètement vaccinés :	17,00 %	- Fonctions économiques :	4,00 %
Taux de scolarisation nette :	49,00 %	- Education :	7,00 %
Adultes illétrés :	73,00 %	- Santé :	4,00 %
Ménages ayant un téléphone :		- Social et humanitaire :	2,00 %
En ville :	59,00 %	- Ressources naturelles :	5,00 %
À la campagne :	8,00 %		

La situation générale d'**insécurité et de corruption** au Sud-Soudan n'est favorable ni à une bonne gouvernance tant publique que privée, ni au développement économique. À cet égard, la sécurité publique semble une priorité absolue, mais, comme le fait remarquer le Professeur Serge Michelof, les donateurs étrangers rechignent à financer la police, la justice et les prisons (La Croix, 2-3 4).

Efforts pour améliorer la gestion du secteur public : la Banque Mondiale a présenté un nouvel outil de gestion des approvisionnements dans le secteur public au cours d'un atelier le 14 février (ST 19 2) ; une nouvelle approche pour améliorer le fonctionnement des services publics va être testée, les réformes lancées il y a quelques années n'ayant eu, selon les autorités, que très peu d'efficacité (ST 19 2). **La famine touche 5 Etats du Sud-Soudan** dont l'Est-Équatoria où 380 000 personnes sont atteintes. Ces problèmes sont liés d'abord à l'insécurité, par exemple des incendies de récoltes, et aussi à des inondations et à des oiseaux dévastant les récoltes (ST 24 2).

L'exploitation excessive du bois s'est beaucoup développée. Le ministre de l'agriculture et des forêts veut faire prendre de nouvelles mesures légales pour stopper les exploitations forestières illégales (ST 11 3). Des faux billets de 1 LS ont été détectés au Sud. Certains furent arrêtés en relation avec cette affaire (ST 9 3).

La Banque Mondiale, ainsi que d'autres donateurs, a lancé un programme de promotion du secteur privé à trois composantes : réformes pour améliorer le climat afin d'attirer de nouveaux investissements, développement de petites et moyennes entreprises par la formation, et accès à de nouveaux instruments financiers parmi lesquels le leasing (location d'équipements) et les bureaux de banque mobiles. Lors du lancement de ce programme, le vice-président Riak Machar a fait un discours où il s'en est pris aux hommes d'affaires locaux malhonnêtes qui découragent les investisseurs (ST 28 2).

La nouvelle **responsable pour la Banque Mondiale** au Sud Soudan déclare que la priorité de la banque au Sud Soudan est de diversifier l'économie pour qu'elle dépende moins exclusivement du pétrole (ST 3 4). *Remarque de VS: vœu pieux, qu'aucun pays pétrolier au monde n'a réussi à accomplir.*

Jérôme Dumoulin
Docteur en économie

Le 8 Avril, **sept organisations basées aux États-Unis se sont coordonnées avec Amnesty International** pour réfléchir à la crise soudanaise. Les activistes se sont rassemblés devant la mission permanente du Tchad auprès des NU pour appeler à la protection des Darfour femmes et jeunes filles, réfugiées dans les camps du Tchad de l'est. Plusieurs Darfouris ainsi que leurs familles étaient présents pour commenter. Puis, les activistes se sont rassemblés devant la mission soudanaise pour attirer l'attention sur la détérioration des Droits de l'Homme au Soudan. Le ralliement s'est concentré en particulier sur les crises suivantes :

Violences à Abyei

Des images satellites récentes ont montrées des villages brûlés, rappelant les premiers combats sanglants du Darfour. Le statut de cette région très convoitée devait être décidé de concert avec le référendum sur le Sud Soudan du 9 Janvier dernier mais les violences ont commencé suite à des désaccords concernant les nominations à la commission du référendum. Le référendum n'eut pas lieu. Les violences pourraient se propager sans qu'il y ait une réponse internationale ferme.

Accroissement des violences au Darfour

Ces derniers mois ont été marqués par une recrudescence de violences. L'aide humanitaire a du mal à accéder dans certaines zones et les combats récents auraient déplacés 100 000 Darfouris depuis le mois de décembre. En parallèle, l'engagement de Doha pour le processus de médiation semble s'essouffler. Il est donc urgent que la communauté internationale redouble d'attention envers ce conflit et soutienne le procédé de médiation (*African Center for Justice and Peace 07 04*).

Soudan

Le 27 février, ont été relâchés deux journalistes Al Tahir Abu Jawahr et Ashraf Mohammed Abdul Azizi, à la tête des nouvelles politiques de Raï el Chaab, qui avaient passé un an en prison derrière les barreaux de Kobar. Ils avaient été condamnés par ce qui avait été jugé comme une imposture par les activistes et organisations internationales. Raï el Shaab subit un raid de la police après avoir publié un rapport alléguant que des membres des gardes révolutionnaires iraniens avaient construit une usine d'armes à Khartoum, dont les armes devaient être utilisées par les islamistes du Hamas et de Somalie. Raï el Shaab soutient de manière non officielle le parti du Congrès populaire de Tourabi. L'éditeur en chef du journal fut aussi arrêté et torturé. Il est toujours en prison, avec des charges de terrorisme, d'espionnage et de déstabilisation du système constitutionnel. Le parti fit une fête pour la libération des deux prisonniers au cours de laquelle Al Tahir dit : « *Je ne veux pas parler de la façon dont ils m'ont battu et torturé, c'est naturel et bien connu, mais je veux faire des*

reproches à l'association des journalistes soudanais en dénonçant le manière dont le système judiciaire soudanais est conduit. Je ne rencontre des avocats qu'en dehors de la cour. » (*ST 25 02*).

Selon des sources généralement bien informées, l'Église devrait régler 1,5 millions d'Euros à ses enseignants qui repartent vers le Sud, montant quasi impossible compte tenu de ses revenus.

Le 15 mars, un ancien officier de Sécurité et d'Intelligence Militaire actuellement Secrétaire Général au Conseil de Sécurité Présidentielle, **le général Hassab Allah Omar**, annonçait dans une interview à la radio que **le gouvernement pourrait abroger les lois Islamiques de la Shari'ah si les autres partis politiques étaient d'accord**. Cette déclaration a provoqué un tollé quand on sait la sensibilité qu'il existe autour des questions des lois islamiques dans une société nord soudanaise majoritairement musulmane. Des fidèles du gouvernement, des journalistes pro islamiques, ainsi que le chef du conseil soudanais de jurisprudence islamique, ont vivement critiqué les propos du secrétaire général. Al-Imam a ainsi déclaré que ses propos étaient en opposition avec l'engagement avéré du président Al-Bashir envers les lois islamiques, en qualifiant ses propos 'd'antithétiques'. Il ajoutait à cela que quiconque tenait de tels propos devait être tenu responsable de façon individuelle et qu'une telle déclaration ne représentait en aucun cas la ligne politique du gouvernement.

En Décembre 2010, le président Al-Bashir avait déclaré que le pays modifierait sa constitution afin de transformer le Soudan en un état islamique, à la suite de la séparation avec le Sud Soudan, principalement chrétien. Le secrétaire général est apparu dans une conférence de presse cette semaine afin de revenir sur ces propos, expliquant qu'ils avaient été tirés hors de leur contexte. De plus, le président du conseil de sécurité Salah Gosh publiait un communiqué pour prendre sa défense, expliquant que ses propos signifièrent en fait l'impossibilité d'abroger les lois islamiques (*ST Ashworth 16 03, cf. éditorial, 1er § !*). *Notons que cet homme était au côté d'Al-Bashir lors du coup militaire de 1989 et qu'il avait été étroitement impliqué dans l'extradition vers la France du militant vénézuélien Carlos en 1994.*

Sud Soudan

Le **Citizen** subit un **raid** pendant la nuit du 22 février, par quatre hommes **de sécurité**, sans uniformes, comme on l'a appris dans son édition du lendemain. Les hommes de sécurité arrêtaient aussi un chauffeur qui n'a pas réapparu. L'éditeur en chef est bien connu, c'est Nhial Bol qui établit son journal à Khartoum en 2005 et le transporta à Juba en janvier 2011. Une de leurs explications pour le raid est que le journal critiqua les services de police, ce qui mécontenta le ministère et

suggère, disent-il que la police n'est pas capable de maintenir l'ordre (*ST 22 02*).

Human Rights Watch publia un papier sur **les forces de sécurité** au Sud Soudan. Il devrait de concentrer sur le respect des droits de l'homme et la promotion de la loi dans un nouvel État indépendant. Il a d'énormes tâches à accomplir, revoir la constitution et les lois, et faire que l'opposition ait ses droits. Le Sud-Soudan rencontre d'énormes défis aux droits de l'homme, incluant les combats inter-communaux, les abus par ses forces de sécurité, une loi sans fermeté et une culture croissante de l'impunité. Les abus de l'armée du Sud et les rapports sur les abus par les policiers nouvellement recrutés, montrent quelques uns des défis que rencontrent le gouvernement et ses donateurs. Quelques uns des abus les mieux informés arrivèrent dans le Haut Nil et concernent des bagarres entre les soldats de l'armée du Nord et des civils à Malakal qui en tua de nombreux.

Les recherches au Sud Soudan d'Human Rights Watch a montré de nombreux abus concernant leurs concitoyens. Cela inclut des saisies de terres notamment à Juba et autres villes, une force excessive pendant les opérations militaires et le désarmement des citoyens, des arrestations illégales pour supprimer les opposants au régime (*ST 12 02*).

Les mines menacent la sécurité alimentaire au Sud – L'existence de mines dans la plus grande partie de vastes régions. C'est la Simas qui s'en occupe. Ils ne pourront se nourrir si toutes les mines ne sont pas déminées et enlevées. La Simas a travaillé de façon admirable. Cependant un soutien technique inadapté et des contraintes financières sont des défis à l'organisation. Les officiers locaux espèrent que l'Autorité de déminage du Sud Soudan fera des efforts pour leur apporter des dons (*ST 05 04*).

Simon Inazuma

SOMMAIRE

Un vent de liberté venu des Etats arabes Sud-Soudan, espoir, désespoir <i>Simone Dumoulin</i>	p. 1
SUD-SOUDAN <i>Elias</i>	p. 2, 4
CARTE DES RELIGIONS AU SUD <i>M Izady</i>	p 3
NÉGOCIATIONS PÉTROLIÈRES <i>ECOS</i>	p 4
BRUTALE SAISIE DES TERRES <i>Liz Alden Willy, Douglas Johnson, Norwegian People's Aid, Le Monde.</i>	p.5
DARFOUR <i>Diagne Chanel</i>	p. 6
PETROLE, ECONOMIE <i>Jérôme Dumoulin</i>	p. 7
DROITS DE L'HOMME <i>Simon Inazuma,</i>	p. 8